

Arusha 14 janvier 2008

Prisonniers politiques de l'ONU
Centre de détention de l'ONU (UNDF)
Arusha-Tanzanie

RECEIVED 14 JAN 2008
UNDF.

À l'Honorable Juge Richard Goldstone
Président du Comité Consultatif sur les Archives des Tribunaux de l'ONU
Tribunal Pénal International pour le Rwanda
P.O Box 6016
Arusha - Tanzanie

Objet : Considérations sur la destination des Archives du TPIR.

Monsieur le Président,

Nous avons appris par la presse que, dans le cadre de votre mission d'étude sur le devenir des Archives du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), Monsieur Mohamed Chande Othman, ancien membre du Bureau du Procureur du TPIR et Monsieur Saliou Mbaye, ancien directeur des archives nationales du Sénégal, ont séjourné à Arusha pour s'entretenir avec les autorités du Tribunal à ce sujet¹.

Nous savons que depuis plusieurs mois le gouvernement de Kigali fait des pressions tous azimuts pour hériter des archives du TPIR. A l'occasion de la présentation du rapport du Président du TPIR au Conseil de Sécurité de l'ONU, le 10 décembre dernier, le représentant permanent du Rwanda auprès de l'ONU, Monsieur l'ambassadeur Joseph Nsengimana, a fait connaître la position de son gouvernement en usant des menaces à peine voilées : « *Nous espérons que le Rwanda ne subira pas de préjudice au prétexte de ses moyens limités ou sur d'autres bases.* ² » En réalité, M. Joseph Nsengimana n'a fait que reprendre la déclaration de juin 2007 du Procureur général de son pays, Monsieur Martin Ngoga, devant les mêmes instances onusiennes.

Comme vous le savez, le Gouvernement de Kigali est fortement dominé par le Front Patriotique Rwandais (FPR) dont les membres sont justiciables devant le TPIR pour les crimes abominables contre le droit international humanitaire commis au Rwanda en 1994. Dès lors, la pression de ce Gouvernement afin d'hériter des Archives du TPIR n'a donc rien de surprenant. Elle s'inscrit dans le cadre de sa stratégie globale visant à mettre la main sur toute information susceptible

¹ Agence Hirondelle des 16 et 23 novembre 2007.

² Agence Hirondelle du 11 décembre 2007

de mettre fin, un jour, à l'impunité actuellement assurée au Général Paul Kagame et aux autres criminels avérés parmi les membres du FPR. Contrairement à l'affirmation de l'ambassadeur Nsengimana selon laquelle ces archives vont contribuer à la réconciliation du peuple rwandais, le régime FPR vise d'autres objectifs ayant pour but ultime d'enterrer définitivement la vérité sur les responsabilités des dirigeants actuels du Rwanda dans la tragédie qui sévit dans ce pays depuis octobre 1990.

Dans l'espoir que vous en tiendrez compte lors de la confection du rapport et la formulation de vos recommandations sur la destination des Archives du TPIR à la fin de son mandat et sur les conditions de leur accessibilité au public, nous nous permettons d'attirer l'attention de votre Comité sur les motivations réelles du gouvernement de Kigali:

- 1) Soustraire du contrôle de la Communauté internationale les dossiers à charge du FPR, certainement pour les détruire après les avoir utilisés contre les témoins à charge et pour faire du chantage à certains gouvernements ou organismes et individus qui auraient collaboré aux enquêtes mettant en cause les membres du FPR ;
- 2) Accéder aux documents confidentiels de la Défense, y compris ceux qui concernent des témoins, avec tous les risques prévisibles tant pour les personnes jugées par le TPIR que pour leurs témoins protégés³ ;
- 3) Faire obstruction aux éventuelles procédures de révision des jugements rendus contre les Hutu condamnés par le TPIR⁴, leur privant ainsi de l'exercice d'un droit garanti par les textes légaux régissant le Tribunal ;
- 4) Contrôler toutes les archives et les soustraire à la curiosité des chercheurs qui risqueraient de découvrir et dénoncer les multiples entorses à l'administration de la justice au TPIR suite, notamment, aux ingérences du régime FPR ;
- 5) Obtenir une assistance financière conséquente de la part de l'ONU et de pays et organismes donateurs, dans le cadre d'un projet permanent, soi-disant, pour maintenir ces archives en bon état. Ce projet pourrait être détourné de cet objectif et servir au financement des actions de propagande à propos du génocide et/ou des actions visant la diabolisation des Hutu.

Dans ces circonstances, nous, Prisonniers politiques de l'ONU détenus à Arusha, sommes catégoriquement opposés au transfert des Archives du TPIR au Gouvernement du Rwanda. Nous estimons que ces Archives, à l'instar du Tribunal, relèvent de la responsabilité de l'ONU qui doit les gérer au bénéfice de toute l'Humanité et non pas selon les prétentions des dirigeants du FPR qui souhaitent les exploiter pour la perpétuation de leur propagande mensongère, à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda, sur les événements tragiques qui ont

³ La plupart des témoins ont accepté de comparaître devant le TPIR à condition que leur identité ne soit jamais révélée au public en général, aux autorités et aux proches du régime de Kigali, en particulier. Les Chambres ont rendu des décisions formelles dans ce sens. Mettre les archives dans les mains du régime FPR serait trahir cette confiance et livrer les témoins protégés à la vindicte des dignitaires de ce régime. Plusieurs de ces témoins ont dénoncé les crimes commis par ces dignitaires.

⁴ Il convient de rappeler que le régime de Kigali n'a pas voulu mettre à la disposition du TPIR les archives de l'ancien gouvernement pouvant aider les accusés à préparer leur défense.

frappé tous les Rwandais, indépendamment de leur appartenance ethnique, politique ou de leur région d'origine.

Dans ce même ordre d'idée, en rapport avec la destination et les conditions d'accès aux dites Archives du TPIR, nous tenons à faire les suggestions suivantes :

- 1) Maintenir ces Archives dans le patrimoine des Nations Unies. Elles seraient gérées directement par les Services du Secrétariat général des Nations Unies ou par la Cour Pénale Internationale de La Haye (CPI) ;
- 2) Les documents et autres données confidentiels resteraient sous le sceau de la confidentialité et gérées suivant les règles adoptées par les Chambres du Tribunal lors des procès. Seul le Secrétaire général des Nations Unies pourrait autoriser leur accès par des chercheurs avec l'accord écrit de la partie intéressée et de la personne sous protection. Le Gouvernement rwandais n'aurait aucun accès aux documents ou données confidentiels.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre haute considération.

Les signataires : voir Liste en Annexe

Copie pour information :

- Président du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU ;
- Monsieur le Président du TPIR ;
- Honorables Juges du TPIR (tous) ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Commission des Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Amnesty International à Londres ;
- Human Rights Watch;
- Familles des signataires ;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- La Presse.

Arusha, January 14, 2008

UN Political Prisoners
UN Detention Facility (UNDF)
Arusha – Tanzania

Honorable Judge Richard Goldstone, Chairman
Advisory Committee of the Archives of UN Tribunals
International Criminal Tribunal for Rwanda
P.O Box 6016
Arusha - Tanzania

Subject: Considerations on the destination of ICTR Archives

Mr. President,

We learned from the media that, in the framework of your mission to conduct a study on the destination of the Archives of the International Criminal Tribunal of Rwanda (ICTR), Mr. Mohamed Chande Othman, former member of the Office of the ICTR Prosecutor and Mr. Saliou Mbaye, former director of National Archives of Senegal, stayed in Arusha in order to talk with ICTR authorities about that matter¹.

We know that, for several months, the government of Kigali is exerting an all-out pressure to inherit the ICTR Archives. On the occasion of presentation of the ICTR Report by its President to the UN Security Council, on December 2007, the permanent Representative of Rwanda to the UN, Ambassador Joseph Nsengimana, disclosed the position of his government using thinly veiled threats: « *Nous espérons que le Rwanda ne subira pas de préjudice au prétexte de ses moyens limités ou sur d'autres bases*².» In reality, Mr. Joseph Nsengimana simply repeated the statement made in June 2007 by the Prosecutor General of that country, Mr. Martin Ngoga, before the same UN body.

As you know, the government of Kigali is largely dominated by the Rwandan Patriotic Front (RPF) of which members must be prosecuted by the ICTR for horrible crimes against the international humanitarian law committed in Rwanda in 1994. Henceforth, the pressure from that government to inherit the ICTR archives is not surprising. It is part of the global strategy aimed at laying hands on any information that can likely, one day, put an end to the impunity currently granted to General Paul Kagame and to other known criminals among

¹ Agence Hironnelle of 16 and 23 November 2007.

² Agence Hironnelle of 11 December 2007

RPF members. Contrary to Ambassador Joseph Nsengimana's assertion according to which the Archives will contribute to the reconciliation of the Rwandan people, the RPF regime has other objectives with the ultimate aim of burying definitively the truth in relation to the responsibility of the current Rwandan leaders in the tragedy which engulfed that country since October 1990.

We take the liberty of drawing the attention of your Committee to the real motivations of the government of Kigali, hoping that you will take that into account, during the drafting of your report and when formulating your recommendations with regard to the destination of ICTR Archives, at the end of its mandate, and in relation to the conditions of their accessibility to the public:

- 1) To withdraw the control of the international Community over the files incriminating the RPF, surely in order to destroy them after having used them against the prosecution witnesses and in order to blackmail some governments or organizations and individuals who would have collaborated in the investigations implicating RPF members;
- 2) To have access to the defense confidential documents including those concerning witnesses, with all foreseeable risks for the persons tried by the ICTR as well as for their protected witnesses³;
- 3) To obstruct possible review proceedings of judgments rendered against Hutus convicted by the ICTR⁴, therefore preventing them from exercising the right granted to them by the ICTR Statute and Rules;
- 4) To control all archives and shield them from the curiosity of researchers who by chance might discover and denounce numerous infringements of the administration of justice made at the ICTR, following interferences especially from the RPF regime;
- 5) To obtain a large financial assistance from the UN and from donor countries and organizations in the framework of a permanent project supposedly designed to maintain the archives in good conditions. That project may be diverted from that objective and be used to finance actions of propaganda in relation to the genocide and/or actions aimed at demonizing the Hutus.

Under those circumstances, we, the UN Political Prisoners, detained at Arusha, are opposed categorically to the transfer of ICTR Archives to the government of Rwanda. We consider that those Archives, like the Tribunal, fall under the responsibility of the UN which must manage them to the advantage of the whole Humanity and not according to the claims of RPF leaders who want to capitalize on them in order to perpetuate, inside and outside Rwanda, their false propaganda in relation to the tragic events which befallen all Rwandans regardless of their ethnic and political groups or their regional origin.

³ Most of witnesses accepted to testify before the Tribunal under the condition that their identity will not be revealed to the public, in general, and to the authorities of the Kigali regime and persons close to them, in particular. The Chambers formally rendered decisions in that sense. To put the archives in the hands of the RPF regime would betray that confidence and would expose to condemnation protected witnesses by the dignitaries of that regime. Many among those witnesses denounced crimes committed by those dignitaries.

⁴ It should be recalled that the Kigali regime did not accept to put at ICTR's disposal the archives of the former government which would help the accused to prepare their defense.

In that same vein, we would like to make the following suggestions with regard to the destination and the conditions of access to the said ICTR Archives:

- 1) To maintain those Archives within UN heritage. They should be managed directly by the UN Secretary General Services or by the International Criminal Court at The Hague (ICC);
- 2) Documents and other confidential data should remain under seal and should be managed according to the rules set by the Tribunal Chambers during the trial proceedings. Only the UN Secretary General could authorize their access by researchers with a written agreement from the party concerned and from the protected person. The government of Rwanda should not have any access to confidential documents or data.

Sincerely yours.

The signatories: see the attached list

copy to:

- The President of the UN Security Council;
- The UN Secretary General;
- Honorable President of the ICTR;
- The ICTR Judges (all);
- The ICTR Registrar, Arusha;
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;
- Commission for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- Amnesty International, London;
- Human Rights Watch, New York;
- Families of the signatories;
- Center fighting against Impunity and Injustice in Rwanda, Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- Dukomere Association, Brussels;
- The press.

Liste des signataires de la lettre du 14 janvier 2008 adressée à l'honorable Juge Richard Goldstone, Président du Comité Consultatif sur les Archives des Tribunaux de l'ONU, dont l'objet est: «*Considérations sur la destination des Archives du TPIR*»

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco

2. BIKINDI Simon

3. BIZIMUNGU Augustin

4. GACUMBITSI Sylvestre

5. GATETE Jean Baptiste

6. HATEGEKIMANA Ildephonse

7. IMANISHIMWE Samuel

8. KABILIGI Gratien

9. KAJELIJELI Juvénal

10. KAREMERA Edouard

11. KARERA François

12. KALIMANZIRA Callixte

13. MUHIMANA Mika

14. MUNYAKAZI Yusuf

15. NAHIMANA Ferdinand

16. NCHAMIHIGO Siméon

17. NDAYAMBAJE Elie

18. NDINDILYIMANA Augustin

19. NGIRUMPATSE Matthieu

20. NIYITEGEKA Eliezer

21. NSENGIYUMVA Anatole

22. NTABAKUZE Aloys

23. NTAHOBARI Shalom Arsène

24. NTEZIRYAYO Alphonse

25. NYIRAMASUHUKE Pauline

26. NZIRORERA Joseph

27. RENZAHO Pharcisse

28. RUTAGANDA Georges

29. SAGAHUTU Innocent

30. SEMANZA Laurent

31. SETAKO Ephrem

32. SIMBA Aloys

33. ZIGIRANYIRAZO Protais